

# L'ouest Syndicaliste

RESISTANCE  
OUVRIÈRE

Informations syndicales de l'Union Départementale CGT-Force Ouvrière de Loire-Atlantique

Numéro 544- 1,50 euro - septembre 2008 - 43 ème année

Lire en pages

2

- Adhérez à AUDACE !
- Une section FO à l'AFPA de St-Herblain
- Cahier revendicatif commun FO à l'Assédic et l'Anpe

3

- Editorial de Patrick Hébert : Si peu de chose...
- La Fête de la Musique à Thibault

4-5

- Météo sociale
- Les (re)nationalisations à l'ordre du jour :
  - navale
  - aéronautique
- FO Com 44 contre la privatisation de la Poste
- Conflit Trelleborg

6-7

- L'Événement : 900 militants au meeting de l'UD-FO

8

- Revue de presse : La débandade

## 900 militant(e)s à Rezé le 11 septembre

... Il faut  
bloquer  
le pays ...



Un reportage avec photos et vidéos du meeting de Rezé avec J. C. Mailly est accessible en ligne sur le site internet de l'UD CGT-FO 44 :

[fo44.free.fr](http://fo44.free.fr)

L'Ouest Syndicaliste - bimensuel de l'UD CGT-FO 44 - 45 ème année - Membre fondateur : Alexandre Hébert - Directeur de la publication : Patrick Hébert - Rédacteur en chef : Jean Alséda - CPAP : 0511 S 7829 - Adresse : Bourse du Travail Fernand Pelloutier, 2 place de la gare de l'Etat, case postale n° 2, 44276 Nantes cedex 2 - Tel. 02 28 44 19 00 - Fax 02 40 35 49 46 - Site internet Ouest Syndicaliste : fo44.free.fr - E-mail Ouest Syndicaliste : fo44.ouestysindicaliste@laposte.net - E-mail UD-FO : phebert@force-ouvriere.fr

" Il faut arrêter les manifestations à répétition " :

une déclaration publique de l'UD CGT 49

Lu dans le *Courrier de l'Ouest* daté du 6 septembre 2008 :

"En marge de la réunion de rentrée, organisée hier matin à la Bourse du travail d'Angers, en présence d'une soixantaine de militants, Pascal Bouvier, secrétaire général de la CGT dans le Maine-et-Loire, a reconnu qu'il fallait **"arrêter les manifestations à répétition qui finissent par perdre en efficacité en démobilisant les militants et par désolidariser l'unité syndicale"**. Cette réflexion est le fruit de **"l'analyse des derniers mouvements organisés avant l'été dernier"**, notamment les 17 juin, 10 et 23 juillet".

Ndlr : Ce constat de bon sens fait, la CGT 49 ne résiste cependant pas à la tentation de participer aux festivités subsidiaires du 7 octobre. Ainsi le *Courrier de l'Ouest* poursuit : "(...) La CGT 49 compte toutefois s'associer (...) le mardi 7 octobre (à) la **"Journée mondiale pour le travail décent"** lancée par la Confédération syndicale internationale. Comme au niveau national, les militants cégétistes comptent sur la présence de leurs homologues de la CFDT, CFE-CGC, FSU, Solidaires et UNSA (à l'exception donc de FO et la CFTC) (...)".

Bruno Cailleateau, secrétaire départemental des Policiers FO, condamne EDVIGE



**Déclaration de Bruno Cailleateau, secrétaire du SGP-FO 44 à Presse-Océan (édition du 12 sept. 2008) :**

"On ne peut être que perplexé sur la mise en place de ce nouveau fichier, au regard de l'indispensable respect des libertés et de la vie intime de nos concitoyens.

Il existe déjà beaucoup de fichiers en France, il faut veiller à cibler exclusivement les informations pouvant être utiles à la police.

Recenser des informations concernant la santé ou les orientations sexuelles d'une personne, c'est quelque chose d'inacceptable. Cela relève de la vie privée. Glaner ce type d'information n'aide en rien les enquêtes des policiers".

## Créez vos syndicats



## Via votre C.E. ou par adhésion individuelle, bénéficiez des tarifs AUDACE!

L'UD-FO 44 a créé dernièrement une association, **"Audace"**, pour négocier entre autres des prix avantageux auprès de certains fournisseurs (tickets de cinéma, spectacles, concerts, événements sportifs, voyages ou séjours...).

Cette association assiste également, en fonction des besoins, les Comités d'entreprise (ou organismes assimilés) dans leurs démarches commerciales. L'objectif étant d'obtenir des conditions encore plus favorables auprès des fournisseurs.

Sur simple présentation de la carte **"Audace 2009"**, vous pourrez donc bénéficier de ces avantages auprès de fournisseurs locaux. La carte définitive sera disponible d'ici fin septembre et sera valable jusqu'au 31 décembre 2009.

En attendant, vous pouvez compléter votre carte provisoire (**12 euros jusqu'au 31 décembre 2009**) et la remettre à Guy Gomez (chèque à l'ordre d'Audace 44). Votre carte définitive vous sera directement envoyée.

**AUDACE travaille également avec une grande coopérative nationale.**

Sur simple présentation de la carte **"Audace 2009"**, vous pourrez bénéficier de tarifs avantageux sur l'électroménager ou des réductions importantes pour l'achat d'une voiture. Audace tient d'ores et déjà à la disposition de ses adhérents un catalogue avec les tarifs et le bon de commande.

Plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

- **Vous travaillez dans une entreprise de moins de 50 salariés** (pas de comité d'entreprise), **ou vous êtes fonctionnaire**, et les oeuvres sociales sont quasi inexistantes (par exemple dans l'Education Nationale). Vous pourrez acheter la carte **"Audace 2009"** auprès de votre syndicat de rattachement. Certains syndicats ont déjà décidé de proposer à tous leurs adhérents de prendre cette carte en même temps que la carte syndicale.

- **Vous travaillez dans une entreprise ou un service public où les oeuvres sociales sont déjà importantes. 2 solutions :**

**1) Le comité d'entreprise (ou organisme assimilé) adhère à Audace.** Le salarié n'a aucun lien direct avec Audace. Ce lien se fait entre Audace et votre CE ou COS. En adhérant à Audace, le comité d'entreprise (ou organisme assimilé) bénéficie de prestations nouvelles et intéressantes (réductions supplémentaires,...). Le catalogue de la coopérative nationale sera, bien entendu, à la disposition de tous les salariés.

**2) Le C.E. (ou organisme assimilé) n'adhère pas à Audace.** Vous pouvez à titre individuel (ou via votre syndicat de rattachement) prendre une carte **"Audace 2009"**. En plus des prestations dont vous bénéficiez déjà via votre CE, cette carte vous permettra d'obtenir des prestations complémentaires et nouvelles.

## Une section FO à l'AFPA de Saint-Herblain



Notre syndicat fait des émules! En effet à Saint-Herblain, en un an, on est passé de 2 adhérents à 10, sous l'impulsion de Martial délégué du centre.

Cette expérience démontre que le déficit de syndicalisation n'est pas inéluctable et que le travail sur le terrain porte ses fruits. Maintenant, une équipe bien sympathique s'est constituée venant de plusieurs secteurs (pour le moment tertiaire, bâtiment et administratif). Si les hommes y sont pour beaucoup pour fédérer, le choix de notre syndicat

est aussi dû à sa ligne politique. Les salariés ne sont pas dupes, et voient bien que nos positions sur de nombreux dossiers sont clairvoyantes. Dans ces temps troubles pour l'institution, il est clair qu'un syndicat libre et indépendant, défendant les intérêts collectifs et particuliers des salariés prend toute sa place.

Alors longue vie à la section syndicale FO de l'AFPA de Saint-Herblain.

**Yann Courio, délégué régional FO-AFPA**

## Fusion ASSEDIC et ANPE :

## Les syndicats FO préparent leur cahier revendicatif

En bien des domaines la fusion ASSEDIC-ANPE vire à l'imbroglie juridique, et prend, par ricochet, du retard à l'allumage. Dernier fait révélateur... presque cocasse : le report à une date ultérieure de la révélation de la dénomination du nouvel organisme !. Les incertitudes qui en résultent ne peuvent que rajouter aux inquiétudes que cette fusion suscite, tant auprès des chômeurs que des personnels de l'ASSEDIC et de l'ANPE.

Car l'objet de cette fusion à la hussarde, c'est, plus que jamais, la traque aux chômeurs, **"l'employabilité"** chère au MEDEF et à la CFDT, et, bien sûr, concernant les personnels des deux organismes, l'occasion de rogner sur les avantages acquis.

C'est pourquoi a été constitué au niveau national un **"comité de**

**liaison FO ANPE-RAC"** (régime d'assurance-chômage) chargé d'identifier les revendications communes : rémunérations, protection sociale, conditions de travail, droit syndical, etc.

C'est dans ce contexte que se sont réunis simultanément, à la Bourse du travail Fernand Pelloutier le 11 septembre dernier, le conseil syndical FO de l'ASSEDIC Pays-de-Loire et la section syndicale FO 44 de l'ANPE. Les deux instances syndicales séparément d'abord, avant séance de travail commune.

Prochaine initiative programmée (voir encadré ci-dessous) : une première assemblée générale commune Pays-de-Loire de tous les syndiqués FO de l'ANPE et l'ASSEDIC.



Les membres du conseil syndical FO de l'Assedic Pays-de-loire, et ceux de la section syndicale départementale de l'ANPE posant pour la photo à l'issue de leur réunion commune du 11 septembre

**POUR TOUT CONTACT : Guy Gomez :**

**02 28 44 19 02 ou 06 27 56 08 47**

**E-M@il : audace44@gmail.com**

**2, pl. de la Gare de l'Etat – Bureau 003 (siège de l'UD CGT-FO 44)**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**de tous les adhérents FO, agents et cadres de l'ASSEDIC et de l'ANPE des Pays-de-Loire**

**Jeudi 2 octobre à 10 H, Porte de la Beaujoire, 251 Route de St-Joseph**

# Si peu de chose...

"La plus grave crise financière depuis un siècle" selon Greenspan. L'ex Directeur de la Banque centrale américaine évalue à plus de 50 % le risque que les Etats-Unis plongent dans la récession.

En France, Marc Touati, économiste et directeur général délégué de Global Equities, déclare : "aujourd'hui, il y a le feu, et il faut l'éteindre".

Après des mois de camouflage, les "experts" et même les responsables politiques sont aujourd'hui obligés de le reconnaître : nous sommes face à une crise majeure. Seule son ampleur fait encore l'objet de discussion.

La situation est tellement grave que même les plus chauds partisans de "la libre concurrence" considèrent que l'intervention des états et des banques centrales est devenue nécessaire.

Ainsi avons-nous assisté à la nationalisation des deux principales institutions de crédits américaines tandis que le gouvernement anglais n'hésitait pas lui aussi à nationaliser la Northern Rock, une des principales banques anglaises.

Comme toujours on privatise les profits, et on socialise les pertes.

Naturellement les malheurs de ces grands banquiers peuvent sembler loin de nos préoccupations. Pourtant nous savons que dans ces situations de crise, les travailleurs sont toujours les premiers touchés.

Depuis des années, notre Confédération combat ces politiques fondées sur "l'abaissement du coût du travail".

Depuis 1982, la politique du "Franc fort" relayé aujourd'hui par "l'Euro fort" aboutit à une baisse considérable du pouvoir d'achat.

La valeur du point indiciaire dans la fonction publique a baissé en 25 ans de plus de 35% par rapport à l'indice INSEE.

Dans le privé, la situation est bien sûr plus diverse, mais cette course au "bas coût" prend souvent la forme des délocalisations.

Ainsi, Monsieur Gallois, Président d'EADS, vient d'annoncer un nouveau plan de délocalisation Power 8+. La construction d'usines en Chine et aux Etats-Unis était déjà décidée. Des rumeurs faisaient état de projet en Inde, en Russie et dans les Emirats. Tout cela est confirmé, mais il faut maintenant ajouter le Mexique et la Tunisie.

Bien sûr, Monsieur Gallois, se veut rassurant. Il affirme que toutes ces nouvelles implantations industrielles n'auront aucune conséquence

**Par Patrick Hébert  
Secrétaire général  
de l'UD CGT-FO  
de Loire-Atlantique**

en Europe.

Monsieur Gallois nous prend vraiment pour les imbéciles. Déjà plusieurs établissements sont filialisés, dont Méaulte et St-Nazaire en France. Il nous dit que cela ne change rien, et que les salariés conserveront le statut Airbus. Mais alors pourquoi filialiser si cela ne change rien ?

Il se trouve que dans un passé récent, Airbus a filialisé un établissement à Mérignac, nous avons donc déjà l'expérience.

En 2006, EADS et le groupe TAT créent une société commune baptisée SOGERMA Service, détenue à 60 % par EADS et 40 % par le groupe TAT, qui en deviendra l'actionnaire unique dès début 2007.

Depuis, les salariés de cette filiale ont basculé dans la convention collective des transports, qui, bien sûr, est nettement moins intéressante que "l'accord société" EADS même si ce dernier a déjà subi bien

des "coups de canif".

Cette politique conduit à la catastrophe.

Oui, il faut augmenter les salaires.

Oui, il faut sauver nos retraites et en particulier "bloquer les compteurs" à 40 années de cotisations pour pouvoir revenir à 37,5.

Oui, il faut sauver la Sécurité sociale, en particulier l'Assurance maladie, de la privatisation rampante.

Oui, il faut empêcher la privatisation de la Poste, comme celles en cours à EDF, à la SNCF, et dans tous les services publics, y compris dans l'Education nationale.

Mais pour mettre un coup d'arrêt à cette politique, il faut dire clairement que celle-ci n'est que l'application des directives européennes.

Il faut dire aussi que l'on ne voit pas comment on pourrait combattre les privatisations à la Poste et ailleurs, en s'acquillant avec ceux qui les approuvent quand ils sont à Bruxelles ou à Strasbourg, et qui les mettent en application quand ils sont au gouvernement.

Il faut dire aussi que ce n'est pas par des manifestations à répétition, par des journées d'actions festives, que l'on pourra faire céder le patronat et le gouvernement.

Il faut aujourd'hui, comme le dit Jean-Claude Mailly au nom de la Confédération, une grève interprofessionnelle.

Il faut "bloquer le pays".

Il faut une grève qui se voit et surtout qui fasse comprendre au patronat et au gouvernement que les 84% d'ouvriers, les 60 % d'employés et de jeunes qui ont voté NON au référendum constitutionnel sont toujours là ; qu'ils n'acceptent pas plus aujourd'hui qu'hier cette politique, qu'ils sont prêts à se battre ; et que pour cela, dans certaines situations, il suffit parfois de si peu de chose.

## La Fête de la Musique à Thibault

- 1er juin 2008 : "Déclaration solennelle de la CE confédérale FO" (extraits) : " (...) FO a proposé un appel commun à une journée de grève interprofessionnelle concernant le public et le privé. Cette proposition a été rejetée, en particulier par la CFDT et la CGT. Pour FO, une manifestation (ndlr : voir ci-dessous la journée d'action CGT-CFDT du 17 juin), comme ce fut le cas le 22 mai, n'est pas à la hauteur de la mobilisation indispensable pour empêcher le passage à 41 ans de cotisations. Force est de constater que cette dernière revendication n'est pas partagée par toutes les confédérations (...) Ne voulant pas être complice d'une situation d'imbroglio, FO est disponible et demandeuse d'une véritable action efficace (avec) grève interprofessionnelle."

### - 17/06/08 : fiasco de la nième journée d'action d'accompagnement des contre-réformes:

Refusant la proposition de FO de grève nationale sur des revendications claires (en particulier les retraites), Thibault et Chérèque mettent en avant une "revendication" d'un genre un peu particulier pour "muscler" leur dernière diversion pré-estivale fixée au 17 juin: manifester pour la transposition législative de la position commune Medef-Cgt-Cfdt. Message reçu 5 sur 5 à l'Elysée et Matignon, mais à peine mieux que 2 sur 5 dans les rangs CGT : au lieu du million de manifestants attendus, la moitié seulement au rendez-vous. Ce qui n'empêche pas Thibault, au soir même du 17 juin, de faire sa révélation-surprise : la prochaine grande kermesse CGT d'accompagnement est d'ores et déjà fixée au 7 octobre.

### - 7/10/08 : Concert CSI d'adoubement de B. Thibault

Faut dire que le 7 octobre, y'avait rien de mieux comme date pour sceller l'osmose syndicats-ONG -"gouvernance". Pensez donc : une journée mondiale pour le "travail décent" (au mieux un bon sentiment qui n'engage à rien, au pire une machine caritative à détruire les conquêtes syndicales via les ONG) à l'initiative de la CSI, et dont l'objet est plus précisément décrit en ces termes sur le web de la CFDT :

"Aussi le travail décent (est) indispensable à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (de l'ONU) et à la lutte contre la pauvreté. C'est en ce sens que le mouvement syndical mondial se mobilise le 7 octobre. Le même jour, partout dans le monde, l'événement se verra festif, visible et mobilisateur (...)"

"Festif" le 7 octobre le sera plus particulièrement à Paris. Avec un grand "concert" musical gratuit, sous le haut patronage des secrétaires généraux de la CSI (G. Ryder) et de la CES (J. Monks). Une manière, pour Ryder et Monks, de consacrer la place, désormais éminente, de la néo-CGT et de B. Thibault dans les rouages subsidiaires de la CSI et de la CES.

Nous ignorons si la CGT et la CFDT profiteront de l'occasion pour exiger de M. Sarkozy, Président de l'UE, qu'il suive les recommandations du "mémoire" que la CES vient de lui remettre, pour "revendiquer", entre autres, qu'il soit passé outre aux 53,4% de Non au référendum irlandais de ratification du traité de Lisbonne. Mais d'ores et déjà, estimant insuffisantes les festivités musicales parisiennes de la CSI, la CGT et la CFDT ont décidé d'en rajouter, en organisant des défilés — bien sûr "festifs" — toute la journée du 7 partout en France.

B. Hazo

Mardi 9 septembre, la direction d'**EADS** a annoncé que sa filiale **Airbus** allait implanter une usine en Tunisie (entre autres) pour économiser 1 milliard d'euros supplémentaires.

Après "**Power 8**", voici donc "**Power 8 plus**" - et pourquoi pas demain "**Power 9**", si on ne les arrête pas ... c'est-à-dire si on n'exige et n'impose le retrait de "**Power 8 plus**" et de "**Power 8**" !

"**Power 8 plus**" poursuit donc le démantèlement des usines **Airbus** en Europe et leur délocalisation en zone dollar ou à faible coût de main d'oeuvre. Pas parce que les **Airbus** ne seraient plus compétitifs sur le concurrent **Boeing** (qui d'ailleurs subit les déboires que l'on sait avec le **Dreamliner**). Ni parce que les commandes ne sont plus au rendez-vous (les carnets sont pleins à craquer). Mais parce qu'une bande de prédateurs spéculateurs ont saisi l'aubaine de la privatisation pour faire main basse sur l'entreprise et en tirer le maximum de dividendes - y compris frauduleusement !

Le même jour, mardi 9 septembre, la direction de **Renault** annonce la suppression de 4000 emplois au 30 avril 2009.

Entre 1990 et 2007, nous dit l'INSEE, la France a perdu un million d'emplois industriels (un sur cinq) ...

Les grands groupes industriels délocalisent à tout va pour tenter de maintenir leurs profits par la surexploitation de la main d'oeuvre bon marché des "pays pauvres". Mais ce faisant ils appauvrissent leur principal marché, celui des "pays riches" dont la consommation diminue. S'ensuivent de nouvelles charrettes de délocalisations et ainsi de suite...

Notre revendication phare d'augmentation du pouvoir d'achat des salaires et des retraites a la vertu, entre autres, de pouvoir enrayer cette spirale abyssale en relançant la consommation.

Sauver nos emplois, maintenir nos sites industriels, respecter nos conventions et statuts exige également un minimum de protection - par le recours "*si nécessaire*" (1) à la nationalisation ou la re-nationalisation.

Dans son discours au meeting nantais du 11 septembre, Jean-Claude Mailly a rappelé à juste titre qu'aux USA, où sévit pourtant l'idéologie "ultra-libérale", on savait en cas de besoin être pragmatique et procéder aux nationalisations.

L'annonce du plan "**Power 8 Plus**" à **Airbus**, l'achat par une multinationale coréenne du chantier naval de Saint-Nazaire (voir ci-contre), l'accélération des délocalisations et des suppressions d'emploi consécutives chez **Renault** et partout ailleurs, remettent en avant la revendication de nationalisation et/ou de re-nationalisation.

JA

(1)- Voir (encadrés rouges en pages 4 et 5) les extraits des résolutions du XXIVème congrès de l'UD CGT-FO 44 (15 décembre 2006) et du XXIème congrès confédéral (25-29 juin 2007).

# LA PRATIQUE CONTRACTUELLE

## Les (re) nationalisations

### Navale : Quand le Président de la République entaille le credo de l'UE... qu'il préside

A contre-courant de la pensée unique inspirée par l'Union Européenne, le XXIVème congrès de l'UD CGT-FO de Loire-Atlantique, réuni le 15 déc 2006 posait le problème des renationalisations pour sauvegarder l'industrie et l'emploi. Quelques mois plus tard (juin 2007), c'était notre XXIème congrès confédéral lui-même, qui, quasi unanime, "par opposition aux privatisations", réhabilitait "le principe de nationalisation" (cf. encadré rouge ci-dessous).

Signe des temps, non plus en congrès, mais sur le terrain concret de la lutte des classes, J.M. Pérez, secrétaire de la section FO du chantier naval nazairien, pouvait se féliciter, lors du débrayage du 6 novembre 2007 consécutif à la mainmise du coréen STX sur Aker-Yards, que tous les syndicats nazairiens exigent ensemble "une entrée majoritaire de chaque Etat concerné dans le capital d'Aker Yards".

La crise économique mondiale, qui explose aujourd'hui, a pour effet paradoxal d'obliger bien des gouvernements orchestrateurs tous azimuts du désengagement de l'Etat, à tenter de virer de cap pour éviter que "tout foute le camp".

### L'adresse de FO au Président Sarkozy

Monsieur le Président,

L'entrée du groupe Coréen STX dans le capital d'Aker Yards en Octobre 2007 a suscité de vives inquiétudes parmi les personnels à tous les niveaux et la récente prise de contrôle totale de STX sur Aker Yards ne les a pas atténuées bien au contraire.

Parmi ces inquiétudes, il y a le risque de voir nos activités, nos technologies, nos savoir-faire, nos compétences transférés à terme en Corée et par voie de conséquence de voir nos sites et nos emplois remis en cause.

Ce sont les raisons pour lesquelles notre organisation syndicale est intervenue à tous les niveaux des pouvoirs publics français et en particulier auprès de vous, afin d'obtenir des garanties fortes quant à la pérennité de nos sites, de nos activités et de tous nos emplois qui, pour FO, passaient par une entrée majoritaire de l'Etat français dans le capital du groupe Aker yards.

Notre organisation syndicale FO prend acte de l'accord intervenu entre votre gouvernement et le groupe coréen STX qui prévoit la prise de participation de l'Etat français à hauteur de 9% dans le capital d'Aker Yards France et l'éventuelle reprise des 25% détenus à ce jour par le groupe Alstom.

Pendant, Force Ouvrière considère ces mesures très insuffisantes. En effet, avec cette participation de l'Etat limitée à Aker Yards France, nous considérons que le risque de pillage, par STX, de nos technologies, nos

savoir-faire et nos compétences en matière de construction de navires à passagers demeurent dans la mesure où STX contrôle intégralement et sans aucune restriction les chantiers finlandais qui travaillent sur ces mêmes types de navires.

(...) Notre industrie occupe une place essentielle en France sur le marché des navires à passagers. De plus, elle est également indispensable pour assurer l'indépendance stratégique du pays avec la construction de navires militaires.

(...) Force Ouvrière connaît parfaitement les contraintes européennes auxquelles vous êtes soumis.

Pendant, dans un contexte international instable voire périlleux,

- lorsque qu'une activité aussi essentielle que la nôtre pour le pays est en danger,

- lorsque les risques de pillage industriel par un groupe étranger existent à terme,

-lorsque de lourdes menaces pèsent à terme sur nos emplois,

Force Ouvrière considère qu'il est du devoir du gouvernement français, de vous-même Monsieur le Président, de prendre toutes les mesures et décisions qui s'imposent pour défendre et maintenir notre industrie, tous nos sites et tous les emplois qu'elle génère, y compris si celles-ci vont à l'encontre de règles supranationales.

Sachez, Monsieur le Président, que pour sa part, la section syndicale FO, continuera à agir à tous les niveaux et en toute circonstance en ce sens."

La stratégie industrielle exposée navale par le Président de la République, lors de sa venue à Saint-Nazaire le 5 septembre dernier, est une illustration de cette contradiction : le Chef de l'Etat ne se déclare-t-il pas, si nécessaire, "prêt à aller plus loin" que la détention par l'Etat de 9% du capital d'Aker Yards France ?

Avec réalisme la section FO du chantier a pris acte des engagements présidentiels... et de leurs limites...



### Les points-clés du discours de N. Sarkozy sur la "navale"

Après l'intervention de FO et des autres syndicats, le Président de la République a tenu les propos suivants :

- il a rappelé que lorsqu'il était ministre de l'économie, il avait "sauvé" Alstom, en renationalisant une partie de ce groupe (avec 22% et 800 millions d'euros).

- Il a précisé que s'il était resté au gouvernement, il n'aurait «jamais accepté de vendre les Chantiers de l'Atlantique».

- Lorsque Aker Yards a eu des problèmes, en tant que Président de la République, il a tout fait pour trouver une solution européenne. Mais ni les italiens, ni les finlandais n'ont voulu participer à une telle solution.

- Suite à l'entrée de STX dans Aker Yards, il a déclaré que l'Etat ne pouvait pas s'opposer à l'OPA. Par contre, il a précisé qu'un accord avec STX n'était pas suffisant, et que pour lui, «la meilleure garantie était que l'Etat devienne actionnaire». Il a précisé : «si on croit à l'avenir de la navale, on investit».

- Avec l'accord passé avec le groupe STX, l'Etat va détenir 9% d'Aker Yards France. Il a indiqué avoir négocié avec Alstom un droit de préemption sur les 25% déte-

nus par ce dernier.

- Avec le crédit d'impôt de 30% sur les investissements en Recherche et Développement, les Coréens ont intérêt à développer la R & D en France.

- Sur le Porte-avions n°2, il a déclaré que la décision n'était pas encore prise du fait de la crise économique et de la restructuration des armées. C'est pourquoi, il a décidé de se donner du temps. La décision de lancer la construction du PA2 sera prise d'ici 2011.

- Il s'est aussi prononcé pour étudier un rapprochement du chantier de Saint-Nazaire avec DCNS.

En conclusion de cette rencontre, le Président de la République nous a déclaré que la prise de participation de l'Etat dans une entreprise privée est une première depuis le sauvetage d'Alstom en 2004, et que si nécessaire, il «n'hésiterait pas à aller plus loin» dans cette participation de l'Etat.

Il s'est engagé à nous faire un courrier pour confirmer ses propos. Il a aussi accepté notre demande d'obtenir le contenu de l'accord STX - Gouvernement au cours d'une prochaine réunion au ministère de l'économie.

### FO prend acte, mais...

FO prend acte des déclarations et engagements du Président de la République. Mais au-delà de des «promesses», jugera sur les actes !

Comme nous l'avons rappelé au Président de la République, pour FO, la meilleure protection eût été une «entrée majoritaire de l'Etat français dans le capital d'Aker Yards».

Avec la participation de l'Etat limitée à Aker Yards France, FO considère toujours que les risques de pillage, par STX, de nos technologies, savoir-faire et compétences en matière de construction de navires à passagers demeurent. En effet, STX contrôle intégralement, et sans aucune restriction, les chantiers finlandais qui travaillent sur ces mêmes types de navires.

FO tient aussi à souligner une contradiction dans le discours du Président : il s'est prononcé sur

un éventuel rapprochement avec DCNS, alors que, dans le cadre du plan de sauvegarde d'Alstom en 2004, il avait accepté le diktat de la Commission Européenne imposant au groupe Alstom de se séparer de sa branche navale et interdisant par avance tout rapprochement avec un groupe public tel que DCNS (rapprochement que FO défendait déjà à cette époque).

FO reste donc extrêmement vigilant et n'hésitera pas à intervenir à tout moment auprès du Président de la République et de son gouvernement pour obtenir toutes les mesures qui s'imposent (y compris si celles-ci ne sont pas compatibles avec les règles supranationales) pour défendre et maintenir notre industrie, nos sites et tous les emplois qu'ils génèrent.

St-Nazaire, le 8 sept. 2008,  
La section FO d'Aker Yards



" Le congrès exige que les pouvoirs publics prennent toutes leurs responsabilités pour défendre nos industries donc nos emplois, y compris par l'intervention de l'Etat. Par opposition aux privatisations, le principe de renationalisation ne peut être exclu a priori. "

(Extraits de la "résolution générale" adoptée à l'unanimité, moins 7 contre 8 abstentions par le 21ème congrès confédéral de la CGT-FO, Lille, 25-29 juin 2007)

# LA PRATIQUE CONTRACTUELLE

## à l'ordre du jour

### 1999 : Privatisation d'Aérospatiale 2008 : Après Power 8, voilà Power 8 Plus !

" En 1999 Aérospatiale a été privatisée. (...) Dès lors la logique industrielle a cédé la place à la logique financière " déclarait (voir encadré rouge ci-dessous) le XXIVème congrès de l'UD CGT-FO réuni à Nantes le 15 décembre 2006.

Et le congrès de conclure que si la sauvegarde des sites, des statuts, et des emplois le nécessitait, c'est la renationalisation d'Airbus-France qui s'offrirait comme unique recours.

Les suites de la privatisation, sous l'égide à l'époque de MM. Jospin et Strauss-Khan, on ne

les connaît que trop : opérations financières douteuses, délits d'initiés... et bien sûr Power 8.

Mais la saignée de Power 8 ne suffisant pas, voilà maintenant la super-saignée Power 8 Plus. Une "super-saignée" qui :

- sur le fond renvoie, avec une acuité accrue, à la nécessité d'une "déprivatisation d'Airbus,
- dans l'immédiat pose la question d'une riposte syndicale à la hauteur de l'enjeu. (Voir ci-dessous la déclaration du Syndicat des Métaux de Nantes et Région en date du 12 septembre).

### La réaction du Syndicat des Métaux de Nantes & Région à l'annonce de "Power 8 Plus"

" Après le plan «Power 8» de deux milliards d'économies par an (2008-2010), un nouveau plan d'économies baptisé «Power 8 Plus» vient d'être décidé par la Direction Générale d'EADS consistant à générer 1 milliard d'euros d'économies supplémentaires à partir de 2010, répartis entre 650 millions pour Airbus et 350 millions pour les autres activités EADS (Eurocopter, Défense, Avions, Militaires, Espace ...).

**Externalisations,** délocalisations, filialisations, constructions d'usine dans les pays à bas coûts : Airbus et EADS bâtissent des usines dans la quasi-totalité des continents : Asie, Amérique, et maintenant Afrique (Tunisie) pour ne garder en Europe qu'Hambourg et Toulouse (dixit Gallois et Enders).

Ils y mettront le temps, et cela passe aujourd'hui par la filialisation des usines en France

et en Allemagne... en attendant leur vente.

#### Combattre ces plans meurtriers

Assurément à Airbus, les grèves répétées, même massives de février et mars 2007, les journées d'action d'avril et mai 2008, n'ont pas fait reculer la Direction Générale d'une virgule.

A nouveau, la perspective d'une épreuve de force coordonnée dans tout Airbus, est posée.

Les salariés sont largement prêts. Ils l'ont démontré en mai 2007. Les syndiqués FO sont largement prêts. Le 27 mars 2007, à 85% à bulletins secrets, une résolution a été votée en ce sens.

#### Alors, pourquoi proposer à nouveau des journées d'action sans lendemain?

C'est la même chose sur le

plan interprofessionnel où l'on nous prépare un plan de manifestations et de grèves répétées jusqu'à fin 2008.

Alors pourquoi pas tous ensemble dans une épreuve de force jusqu'à satisfaction des revendications ?

Notre syndicat général des Métaux CGT-Force Ouvrière milite en ce sens et mène la bataille partout pour défendre cette position.

Quand on veut, on peut !

#### Solidarité avec les grévistes de Boieng

Enfin, notre syndicat apporte sa pleine et entière solidarité aux dizaines de milliers de salariés de Boeing et leur syndicat IAM, en grève contre le recours accru à la sous-traitance et la remise en cause de leur couverture médicale."

Nantes, le 12 septembre 2008

" En 1999, l'entreprise publique Aérospatiale a été privatisée, en application des Traités constituant l'Union Européenne qui interdisent tout "monopole" public, voire toute aide de l'Etat, au nom du principe de la "concurrence libre et non faussée".

Dès lors la logique industrielle a cédé

la place à la logique financière. (... Le congrès de l'UD-FO exige...) que l'Etat garantisse le maintien des sites, de l'emploi et des statuts, y compris, si nécessaire, en re-nationalisant Airbus France.

(Extraits des résolutions du XXIVème congrès de l'UD CGT-FO de Loire-Atlantique -15 déc 2006)

### Allemagne : privatisations ... et... renationalisations

" La renationalisation annoncée cette semaine de l'imprimerie nationale allemande a relancé le débat sur les privatisations.

(...) «Les privatisations ont perdu leur aura de solution miracle aux problèmes de l'Etat», écrivait le quotidien Süddeutsche Zeitung, un avis généralement partagé par la presse allemande ces derniers jours.

Pourtant la prochaine privatisation géante est pour bientôt: Berlin va introduire en Bourse à l'automne 25% du capital de Deutsche Bahn (Ndlr : l'opérateur du rail allemand).

(...) Les salariés de Deutsche Bahn ne se bousculent pas pour acheter des actions de leur société. A ce jour, 40.000 d'entre eux ont réservé des titres, soit un cinquième du personnel.

(...) Au niveau local, la méfiance envers les privati-

sations est encore plus manifeste.

Dans les années 90 les communes allemandes ont vendu à tour de bras leurs opérateurs locaux d'électricité et de gaz, d'eau et de ramassage et traitement des ordures. Aujourd'hui «elles ne voient plus cela de manière aussi idéologique», commente Rosemarie Folle, porte-parole de la fédération des régies communales VKU. (...) Déjà une poignée de localités ont amorcé le mouvement inverse, recommençant à assurer certains services publics. (...)"

(Source : Dépêche d'agence du 13 Septembre 2008)



Mobilisation contre la privatisation de l'opérateur du rail allemand, la "Deutsche Bahn".

### Privatisation de la Poste : FO-COM 44 appelle les postiers à décider des suites de la grève du 23

La Commission Exécutive Départementale, réunie ce jour en Commission Exécutive Extraordinaire, conformément aux décisions des fédérations FO, CGT, CFDT, CFTC et SUD, appelle à la grève le 23 Septembre 2008.

La Commission Exécutive réitère sa demande d'un référendum sur l'avenir de La Poste et soutient le comité national mis en place à cet effet le 28 Août par notre fédération.

FO-Com 44 propose que l'Assemblée Générale qui sera réunie à l'issue de la grève du 23 se prononce sur les suites à donner afin de combattre la proposition de changement de statut par le président de La Poste Monsieur Bailly.

Consciente que ce projet de changement de statut va entraîner à court terme :

- la disparition de la présence postale notamment en zone rurale,
- une hausse des tarifs et

une baisse des prestations de service pour les citoyens,

- une précarisation accélérée et une diminution massive de l'emploi,

- le nivellement des salaires et le développement de l'emploi à temps partiel,

- la dégradation des conditions de travail liée à l'augmentation de la productivité,

- la vente par appartement de la Poste

- porter atteinte au statut des fonctionnaires et aux garanties collectives des agents contractuels,

FO-Com 44 appelle la Fédération à mettre tout en œuvre à l'issue de la grève du 23 Septembre 2008 pour que cette journée débouche sur une mobilisation d'ampleur.

Nantes le 11 Septembre 2008  
Votée à l'unanimité,  
moins une abstention.



La Commission exécutive de FO-COM 44 réunie le 10 février dernier à la Bourse du travail F. Pelloutier

### Trelleborg : propositions patronales mises au vote des grévistes

Le groupe suédois Trelleborg, équipementier automobile spécialisé dans les plastiques et les caoutchoucs, emploie 1 400 salariés sur son site de Carquefou.

Le 28 avril dernier, la direction avait convoqué un Comité central extraordinaire d'entreprise, pour annoncer aux représentants du personnel son «Projet Horizon 2010» de restructuration/délocalisation industrielle, reposant sur la mise en œuvre «d'un terme progressif aux activités déficitaires».

Particulièrement visées : les productions «tuyauterie» et «mélange caoutchouc» de l'usine de Carquefou, avec 311 suppressions de postes de CDI et quelque 150 emplois intérimaires liquidés.

Face à l'intransigeance de la direction, et à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-CFTC, les salariés de Carquefou décidèrent alors, le 14 mai, de recourir à la grève.

Cinq jours plus tard (le 19), constatant que le mouvement ne faiblissait pas, la direction, sans renoncer aux licenciements,

acceptait «d'allonger le temps de discussion inhérent à la conduite du projet de réorganisation jusqu'au mois de septembre (pour faciliter les reclassements et sauvegarder un maximum d'emplois».

La suspension de la grève fut alors décidée : à défaut d'obtenir la suppression du plan de licenciements, les salariés avaient au moins arraché un sursis et une prolongation des négociations avec la direction.

Le 8 septembre dernier, la direction locale de Trelleborg et les syndicats se sont retrouvés à la table de négociation du comité d'établissement. La direction a abattu ses cartes : ce sera 430 emplois supprimés, avec une indemnité de 18 000 euros pour chaque licencié, qui percevra en plus 500 euros par année d'ancienneté.

Ne se satisfaisant pas de cette proposition patronale, les travailleurs ont alors de nouveau décidé de se mettre en grève. Laquelle se poursuit toujours à

l'heure où nous mettons sous presse (15 septembre).

Comprenant qu'il lui faudrait lâcher plus d'argent pour que le travail reprenne, la direction a revu à deux reprises sa proposition à la hausse :

- une première fois en passant de 18 à 19 000 euros sa proposition d'indemnité de licenciement, et de 5 à 600 euros le complément par année d'ancienneté,

- une seconde fois, dans l'après-midi du dimanche 14 septembre, avec passage à 20 000 euros de l'indemnité et à 700 euros l'année d'ancienneté.

Cette toute dernière proposition a été soumise dès le lundi 15 au vote (à bulletin secret) des grévistes des équipes de jour, mais l'équipe de nuit ne se prononcera qu'après l'expédition à l'imprimeur de notre présent numéro.

Nous rendrons bien sûr compte, dans notre prochaine livraison, des résultats du vote intervenu ainsi que de l'évolution de la situation qui s'ensuivra.

# Meeting de rentrée réussi :

Le succès a été au rendez-vous. Jean-Claude Mailly a rempli la Trocardière, comme le montrent les photos qui illustrent le présent numéro : nous étions plus de 900.

Parvenir à mobiliser pas loin d'un millier de militant(e)s en une petite dizaine de jours après les vacances d'été prouve, si besoin était, que FO se porte bien dans le département, et que dans les syndicats et sections syndicales, l'heure est à la mobilisation : que ce soit pour préparer un automne revendicatif, résister aux contre-réformes impulsées par l'Union européenne, ou encore penser dès maintenant aux échéances électorales qui nous attendent. Dans la fonction publique d'abord, et avec comme point d'orgue les prud'hommes.

Ce qu'en tout cas traduit la mobilisation du 11 septembre, c'est que responsables et militant(e)s de notre organisation ont bien perçu l'enjeu de la période qui s'ouvre :

- D'un côté le tandem Thibault-Chérèque, qui organise la dislocation du mécontentement général dans des manifs sans lendemain,
- De l'autre FO, qui, en donnant la perspective de la grève interprofessionnelle, ouvre la voie à la résistance et aux revendications salariales, aujourd'hui prioritaires.

De ce point de vue, le meeting de Rezé a fait entendre la voix attendue de l'indépendance syndicale : FO ne sera pas des processions du 7 octobre.

Mais FO met les autres organisations devant leurs responsabilités :

Oui ou non, l'heure n'est-elle pas à une riposte à la hauteur des enjeux ? Avec action commune sur des revendications communes précises... Dont seule la grève peut arracher satisfaction...

## Extraits de l'intervention de Jean-Claude Mailly

### La Priorité : Les salaires

Les dossiers explosifs ne manquent pas en cette rentrée. Mais la principale question, c'est plus que jamais le pouvoir d'achat des salaires et des retraites.

Il y a, je l'ai dit à plusieurs reprises ces derniers temps, un ras-le-bol des salariés.

L'horizon paraît bouché, avec une distorsion entre les prix qui ne cessent de grimper et les salaires qui ne suivent pas. Et du coup, la consommation, moteur essentiel de la croissance, est touchée.

Le gouvernement montre le mauvais exemple dans la fonction publique : 0,5% d'augmentation pour solde de tout compte en 2008, pour une inflation de 2,3%.

C'est pourquoi, à FO, nous exigeons la réouverture d'une négociation salariale pour 2008.

Certes, ce n'est pas le gouvernement qui fixe les salaires dans le privé. Mais il dispose pourtant, s'il le veut, de leviers pour agir :

- C'est lui qui fixe le SMIC. Or en dehors de la revalorisation annuelle obligatoire de juillet, il s'est gardé de tout coup de pouce,

- Les aides sociales aux entreprises ne cessent de croître. Ce que FO demande, c'est que ces aides soient conditionnées à l'existence d'accords salariaux,

- FO demande aussi une clause de rendez-vous automatique, pour qu'à chaque fois qu'augmente le SMIC, les salaires soient réajustés en conséquence.

Même si cela n'a pas vocation à constituer un élément du salaire, il y a de plus la prime de transport, qui, si elle était instituée, redonnerait un complément de pouvoir d'achat aux salariés.

De cette revendication, avancée par FO depuis 2005, Mme Parisot, Mme Niet, refuse de discuter. La CGPME a par contre accepté la discussion.

A noter, je vous laisse le soin d'en rechercher l'explication et d'en tirer les conclusions, que dès lors que le Medef boude cette négociation, la CGT et la CFDT la boudent aussi...

Il appartiendra en tout cas au gouvernement de trancher sur le sujet. Nous, nous voulons que cette prime soit, non facultative, mais obligatoire, sur la base, comme en Ile-de-France de la moitié du coût du transport.

Un dernier point sur l'enjeu des revendications salariales : ce n'est pas qu'affaire de pouvoir d'achat et de relance de la consommation, c'est aussi affaire de salaire différé, et donc de protection sociale.

### Les valeurs républicaines

Notre second pilier revendicatif, c'est la défense des valeurs républicaines.

De la laïcité institutionnelle, bien sûr. Et tous connaissez ici les positions de la CGT-Force Ouvrière en la matière.

Mais les valeurs républicaines, aujourd'hui battues en brèche par la logique de l'Union Européenne, c'est aussi : le service public égalitaire, les acquis du paritarisme, le principe de faveur et la liberté de négocier et contracter.

**- La défense du service public et de l'égalité d'accès devient une bataille majeure.**

L'égalité d'accès aux services publics est vite condamnée dès lors que l'entreprise privée ou privatisée devient l'opérateur. D'autant que si le pouvoir politique prend garde, au départ, de limiter "l'ouverture du capital", "l'ouverture" a tôt fait de s'accélérer ensuite.

On va ouvrir demain le capital de la Poste. Juste un peu.

Juste un peu. Mais on a devant nous les précédents de France

(et de sous-préfectures). Il nous faut démonter cette attaque sournoise contre la République.

**- Les valeurs républicaines, c'est aussi l'acquis historique du paritarisme :** Sécurité sociale, assurance-chômage, retraite complémentaire, formation professionnelle, 1% logement.

Ce sont ces institutions paritaires qui assurent l'égalité de droit entre tous les salariés : vos droits sont les mêmes, que vous soyez employés d'une entreprise artisanale ou d'une multinationale. On doit à la CGT-Force Ouvrière la mise en place de ces organismes paritaires sur la base du salaire différé. Voilà pourquoi c'est sur FO que les travailleurs peuvent compter pour la défense de ces conquêtes sociales créatrices d'égalité des droits entre les travailleurs.

**- Relève de même des valeurs républicaines, une autre conquête, dans laquelle Force Ouvrière, héritière de la vieille CGT, a joué un rôle primordial : la liberté de négocier et de conclure des accords, elle-même inséparable du principe de faveur.**



Télécom et de Gaz de France (dont les tarifs ne cessent désormais d'augmenter). Et regardez l'Allemagne : 2/3 des bureaux de poste y ont été supprimés en quelques années du fait de la privatisation.

Regardez aussi l'état de nos hôpitaux asphyxiés financièrement, avec un personnel insuffisant et soumis à des rythmes de travail infernaux. Là aussi, c'est le service public qui se délite.

La conséquence, ou plutôt la raison d'être de la RGPP (révision générale des politiques publiques - ou l'art du Picsou en catimini), c'est la diminution de l'offre de service public. En matière de santé avec les nouvelles ARS. C'est la privatisation/externalisation (à l'Équipement). C'est aussi la désertification territoriale (ferme-

C'est ça qui permet aux salariés des entreprises dépourvues de toute implantation syndicale (et le cas est légion dans les TPE et PME) d'être couverts par les clauses d'une convention collective.

En signant avec Mme Parisot leur fameuse "Position commune", depuis transposée par le Législateur, CGT et CFDT détricotent le principe de faveur. L'article 17 de ladite "Position commune" autorise en effet les "accords d'entreprise permettant de dépasser le contingent d'heures conventionnels".

C'est l'inversion de la hiérarchie des normes, chère au patronat qui est en route !

### Unité d'action. Oui... Sur des revendications bien identifiées

J'ai dit que qui caractérise la situation actuelle, c'est le ras-le-bol des salariés. Mais pour passer à l'action, il faut un déclencheur.

Voilà pourquoi, bien avant les vacances, nous avons proposé aux autres organisations, non pas une énième journée d'action, mais une journée de grève interprofessionnelle, avec des revendications bien identifiées.

Proposition rejetée par la CGT et la CFDT au profit d'une journée de manifestation le 17 juin, suite à l'accord signé par ces deux organisations sur la représentativité et le temps de travail. C'est à l'issue de cette manifestation que Bernard Thibault annonça une nouvelle journée nationale d'action pour le 7 octobre.

Cette date du 7 octobre avait en fait été convenue, dans le cadre de la Confédération Syndicale Internationale, pour une journée mondiale pour le "travail décent". Une terminologie qui n'est peut-être pas excellente. Nous parlons nous habituellement à FO plutôt de "vrai travail" pour un "vrai salaire".

FO, tout en maintenant sa participation dans le cadre originel à la journée mondiale du 7 octobre, a décliné la proposition CGT de journée "nationale" de manifestation se greffant sur l'initiative de la CSI. Cela pour deux raisons :

- d'une part pour éviter le mélange des genres,
- d'autre part, parce que telle qu'elle est initiée par la CGT et la CFDT, la journée du 7 octobre "transformée" apparaît comme une journée de rentrée sociale pour solde de tout compte.

Pour FO, en l'état actuel des choses, une manifestation de plus n'est pas l'objectif souhaitable. Ce que nous proposons de discuter, c'est, à une autre date que le 7 octobre, d'une journée de grève interprofessionnelle ayant pour objectif de "bloquer le pays", avec pour revendication centrale le pouvoir d'achat des salaires.

L'expérience est là qui le démontre : pour aboutir, une action commune suppose la réunion de 3 conditions :

- partager une ou des revendications précises,
- être d'accord sur les modalités d'action,
- se mettre d'accord sur une date.

Pourquoi la journée d'action sur les retraites du 22 mai n'avait-elle pas marché ?

Parce que les confédérations appelaient à manifester tout en reconnaissant qu'elles n'étaient pas toutes d'accord entre elles sur l'objectif.

Se rassembler sur du flou, histoire d'être "ensemble", c'est agiter un leurre pour faire semblant de bouger...

## 900 militants rassemblés à Rezé

### Extraits de l'intervention de Patrick Hébert

#### CFDT et CGT ont brûlé leurs cartouches<sup>15</sup>

Je ne suis pessimiste ni pour l'avenir de notre confédération, ni pour l'avenir de la classe ouvrière. Et pourtant qu'est-ce qu'on "déraille" avec l'avalanche ininterrompue des contre-réformes impulsées par l'Union Européenne, et qui, il faut le dire, trouvent des relais subsidiaires pour les accompagner !

En réalité, ce gouvernement comme les autres en Europe —quelles que soient leurs couleurs politiques— sait parfaitement (le patronat aussi) que la situation est, ou je dirais plutôt reste, explosive.

En 1995, il avait fallu la trahison de la CFDT pour faire passer le Plan Juppé.

En 2003, servant de béquille à une CFDT amochée, ce fut au tour de la CGT de monter au créneau. Elle épuisa les travailleurs dans ses journées d'actions à répétition, et permit ainsi de faire passer la contre-réforme des retraites Fillon-Chérèque.

Désormais donc, les cartouches CFDT et CGT du gouvernement sont brûlées. La capacité de MM. Thibault et Chérèque à faire fonction de canalisateurs efficaces s'en trouve mise en cause.

En face, les travailleurs comme la jeunesse restent déterminés à résister. Ils ne demandent même qu'à passer à l'offensive, pour peu qu'une perspective leur soit offerte.

Cela vient de se traduire par le rejet massif par le peuple irlandais —que l'on n'a pu éviter de consulter par référendum— du Traité de Lisbonne.

En France, connaissant d'avance le résultat, on s'est bien gardé d'organiser un référendum pour Lisbonne, car le NON aurait été à l'évidence encore plus puissant qu'en 2005 pour feu le "Traité constitutionnel."

Car rappelez-vous : en 2005, plus de 60% des jeunes et des employés, et 84% des ouvriers avaient voté NON.

Ceux qui nous gouvernent et ceux qui les accompagnent savent donc pertinemment que la situation réelle n'est pas celle des apparences.

Et c'est pour cela qu'ils inventent des dispositifs liberticides pour verrouiller la situation, afin d'empêcher la libre expression des revendications, et dans le but —presque avoué— de rayer de la carte le syndicalisme indépendant, celui de notre vieille CGT que continue la CGT-Force Ouvrière.

D'où le consensus Parisot-Thibault-Chérèque-Sarkozy-Fillon et autres pour bouleverser les règles de représentativité syndicale. Avec FO pour cible première.

#### En finir avec les processions

Ceux qui sont dans cette salle savent que l'on n'en a pas terminé avec le train des contre-réformes.

Voilà pourquoi —le coup est déjà parti— on va voir, dans les semaines à venir, se multiplier les journées d'action et les "manifs" qui ne débouchent sur rien, ... sinon l'usure des manifestants.

Tout cela évidemment pour,

qu'au bout du compte, les diversions orchestrées permettent au gouvernement la réalisation de ses contre-réformes.

La Confédération a donc bien fait de ne pas s'embarquer dans le 7 octobre de Thibault. Il faut en finir avec les processions.

Le rapport de forces se situe au niveau de la production. Donc le rapport de forces, c'est par la grève qu'il s'exprime.

Et c'est d'ailleurs pourquoi notre CE confédérale du 1er juin dernier avait déjà proposé la grève interprofessionnelle aux autres organisations syndicales, et qu'elle continue aujourd'hui d'opposer la grève interprofessionnelle aux manifs du 7 octobre.

#### Nos idées sont majoritaires

Ce matin, l'Union Départementale CGT de Loire-Atlantique nous avait conviés à une réunion intersyndicale de préparation du 7 octobre.

La délégation FO n'a pas manqué de mettre les points sur les "i". A l'évidence, ceux à qui

nous nous adressions étaient gênés, sachant bien au fond d'eux-mêmes que le 7 octobre n'a vocation qu'à conduire les travailleurs dans l'impasse. Ils n'ignoraient pas que, dans les rangs CGT en particulier, le fossé se creuse, que notre discours trouve un écho, car les militants en ont marre d'user les godasses pour amuser la galerie.

Battons nous donc pour la grève interprofessionnelle ! Car c'est justement la perspective qu'attendent, en dehors même de nos rangs, nombre de militants, voire de responsables syndicaux.

En novembre-décembre 1995, nous avons été les déclencheurs du mouvement. Parce que nos idées, nos revendications, notre détermination à résister aux contre-réformes étaient majoritaires parmi les salariés et la jeunesse.

Les NON français, hollandais et irlandais à l'ordre corporatiste européen montrent, qu'au-delà même de la France, la politique que nous subissons sous la férule de Bruxelles provoque un rejet croissant. Et tôt ou tard, j'en suis convaincu, cette réalité profonde fera surface.



A la tribune, de gauche à droite, au côté de P. Hébert, les secrétaires des UD-FO d'Ille et Vilaine (J. Josselin), de Mayenne (L. Réveille) et du Maine-et-Loire (D. Juret). P. Rocheteau, secrétaire de l'UD de Vendée, était également présent. C. Salori, secrétaire de l'UD de Sarthe, qui organisait à la même heure la réunion de rentrée de l'UD 72, s'était fait excuser.

## Abonnement à *L'Ouest Syndicaliste*

Bulletin à retourner à *L'Ouest Syndicaliste*, Bourse du Travail Fernand Pelloutier, 2 place de la gare de l'Etat, case postale n° 2, 44276 Nantes Cedex 2 (Correspondance e-mail pour abonnements : [resistanceouvriere@laposte.net](mailto:resistanceouvriere@laposte.net))

Prénom et Nom : .....  
 Adresse : .....  
 Téléphone (facultatif). Domicile : ..... Travail..... Portable : .....

**Tarifs :** abonnement annuel ( 20 numéros ) : 25 euros - abonnement de soutien : 35 euros - Abonnements groupés (envoi par 5 exemplaires minimum) : 15 euros  
**Chèques à l'ordre de l'Ouest syndicaliste** - conditions spéciales pour les syndicats diffusant *L'Ouest Syndicaliste* à leurs adhérents : se renseigner au journal.

**Service aux abonnés:** permanence tous les jours de 10H à 17 h au 02 28 44 19 01 (Suite à un changement de système informatique, certains abonnés ne reçoivent plus le journal. Dans ce cas nous contacter. Voir téléphone et e-mail ci-dessus).

## La débandade

Ça commence à sentir la poudre. Les marchés financiers implorent malgré les tentatives de sauvetages en catastrophe des banques centrales.

Le gouvernement américain pensait certainement être intervenu de façon décisive en "nationalisant", le 8 septembre dernier, les deux banques de crédit Fanny Mae et Freddie Mac. Comme nous l'avions écrit dans notre n°438 d'avril dernier, c'est l'argent public qui sert au renflouement des sociétés de crédits pourris.

Mais à peine une semaine plus tard, c'est la 4ème banque d'affaire de Wall Street, Lehman Brothers, qui plonge. C'est la plus grosse faillite de toute l'histoire de Wall Street. Dans la foulée, l'on apprend que la banque Merrill Lynch

jette à son tour l'éponge. Vient ensuite l'ex-numéro 1 de l'assurance, AIG, qui appelle au secours.

Quelques mois après la spectaculaire quasi-faillite de la banque Bear Stearns le processus s'accélère.

"Le Monde" du lundi 15/09 titre : "Avis de tempête sur les banques françaises". "Les Echos" du même jour parlent de "lundi noir" et de "l'un des week-end les plus dramatiques de toute l'histoire de la finance américaine".

Ce lundi 15/09, les bourses européennes plongent les unes après les autres, et la BCE (Banque Centrale Européenne) vient de décider d'injecter 30 milliards d'euros de liquidités sur le marché monétaire de la zone euro.

La traduction immédiate de ce jeu

de massacre financier, c'est les suppressions d'emplois, le chômage, la précarisation des conditions de vie essentielles de millions de salariés (logement, santé, alimentation et salaires).

Rappelons tout de même que c'est le crack boursier de 1929 à Wall Street qui amena plus d'une décennie de récession, d'effondrement économique et social dans toute l'Europe, (provoquant l'élection d'un certain Adolf Hitler en 1933) aboutissant au carnage de la deuxième guerre mondiale.

Pour enrayer cette spirale infernale, les salariés ne peuvent compter que sur eux-mêmes et la force de leurs organisations syndicales indépendantes. C'est la place prépondérante qu'est amenée à tenir, en France, notre confédération.

### "L'externalisation, vrai motif de la grève chez Boeing"

Challenge.fr

08/09/08



Un ultime round de négociations dans un Disneyland de Floride n'y aura rien fait : Boeing est désormais paralysé par la grève de 27 000 de ses mécaniciens. De quoi faire frémir le PDG Jim McNerney : chaque mois de grève coûte l'équivalent de 15 long-courriers B787. Et le puissant syndicat des mécaniciens IAM n'est pas vraiment du genre jouer les girouettes : la grève de 1995 avait duré 69 jours. Et celle de 1948 plus de 140...

Simple querelle salariale ? C'est ce que Boeing aimerait croire. Mais c'est bien tout le modèle de l'avionneur que contestent en filigrane les mécaniciens du groupe américain. Une stratégie d'externalisation à outrance qu'Airbus a en grande partie repris à son compte sur son nouveau programme A350 XWB.

L'objectif de Boeing était clair : s'inspirer de l'industrie automobile, en multipliant les recours à la sous-traitance, Boeing se concentrant sur l'assemblage final, le marketing et la vente des avions. Bref, devenir le Toyota de l'aéronautique. Pour son long-courrier B787, Boeing n'y est donc pas allé de main morte.

Les ailes ? Made in Japan, par les "heavies" nippons Mitsubishi, Fuji et Kawasaki. Le fuselage en matériaux composites ? En partie conçu dans les Pouilles, par l'italien Alenia. Les

portes ? Fabrication française, dans les usines toulousaines de Latécoère. Quant aux trains d'atterrissage, ils sont fabriqués par un autre Français, Messier-Dowty (groupe Safran) dans les Pyrénées-Atlantiques. Résultat : les analystes estiment à 30% la part de l'appareil réellement fabriquée aux Etats-Unis. Et encore, pour un tiers de ce chiffre, par des sociétés détenues par des groupes étrangers...

Cette stratégie, Boeing est en train d'en toucher les limites. D'abord en termes industriels : le Dreamliner en sera bientôt à deux ans de retard et n'a toujours pas volé. Boeing, plus vraiment en contact avec les sous-traitants de deuxième ou de troisième rang, n'a pas vu venir la pénurie de rivets qui a provoqué les premiers retards du programme. Il a aussi dû faire une première entorse à son credo en rachetant en mars dernier les parts de son fournisseur Vought dans Global Aeronautica, un de ses sous-traitants essentiels.

Surtout, à trop vouloir "outsourcer", le géant américain a perdu la confiance de ses troupes. (...) Ces ouvriers qui lui rappellent aujourd'hui, à grands renforts de pancartes et de braseros devant les usines, que le 787 volerait peut-être déjà si on les avait laissé le construire entièrement.

Vincent Lamigeon

### Avis de tempête sur les banques françaises

Le Monde

08/09/08

Les banques françaises sont prises dans le gros temps. A peine sorties de la crise financière mondiale, qui leur a déjà coûté près de 20 milliards d'euros – l'équivalent du PIB du Cameroun –, elles sont confrontées au ralentissement économique. Celui-ci est déjà perceptible en France et dans le reste de l'Europe.

Un à un, ces fleurons de l'économie française annoncent des résultats en chute libre, qui tranchent avec sept années de croissance ininterrompue, sept années d'euphorie et de profits records.

(...) Les banques les plus durement touchées sont celles qui, pour gagner beaucoup d'argent en peu de temps, ont acheté des produits financiers adossés aux "subprimes", ces fameux crédits immobiliers américains à risques qui ont contaminé toute la planète financière.

(...) Les difficultés du secteur bancaire français – aujourd'hui l'un des premiers recruteurs de France, avec 400 000 salariés représentant 1,6 % de la population active – vont se traduire par d'importantes suppressions d'emplois. Des réductions d'effectifs sont annoncées aux

Caisses d'épargne (5 300 sur un total de 51 200 salariés), chez Natixis, filiale commune aux Caisses d'épargne et aux Banques populaires (850, hors sous-traitants, sur 22 000) et chez Calyon, la filiale du Crédit agricole (500 sur 13 000).

(...) Dans ce contexte délicat, les autorités de tutelle accentuent leur surveillance du secteur bancaire. Elles incitent les banques à arrêter les activités les plus risquées, pour se replier sur des métiers de financement plus traditionnels, sinon à se doter de systèmes de contrôle renforcés. Il en va, en effet, du bon fonctionnement de l'économie, très largement financée par le système bancaire.

L'attention des régulateurs est d'autant plus grande qu'au commencement de la crise financière, à l'été 2007, puis encore à l'automne suivant, les grandes banques avaient affirmé n'être que "marginale" exposées aux crédits subprimes. (...) Cependant, tandis que la crise financière se mue en crise économique, l'ancien directeur du Trésor n'exclut pas "d'autres chocs" après la crise du crédit.

Anne Michel

### Les Bourses plongent, la BCE vient à la rescousse

Le Point

15/09/08

(...) À la Bourse de Paris, le CAC 40 creuse ses pertes lundi à la mi-journée, perdant 5,20 % à 14 heures, après avoir frôlé les 6 % à 13 heures. La Société Générale plonge, elle, de 11,94 %, le Crédit Agricole de 12,72 %, BNP Paribas de 8,91 % et Dexia de 8,10 %, tandis qu'Axa abandonne 12,13 %. À Francfort, (...) l'indice Dax perd 3,87 % et Londres 4,49 %. À Zurich, l'indice recule de 4,39 % et celui de la Bourse de Milan de 4,75 % (...)

À Bombay, l'indice a plongé

de 5,19 % à l'ouverture. Taïwan a clôturé en forte baisse de 4,09 %, Singapour a reculé de 2,26 %, tandis que Sydney a terminé en baisse de 1,8 % et la Nouvelle-Zélande de 1,26 %. Manille a perdu 4,2 %.

La BCE vient d'injecter 30 milliards d'euros sur le marché monétaire de la zone euro. (...) Parallèlement, la Banque d'Angleterre a offert 5 milliards de livres (6,3 milliards d'euros) de liquidités pour une demande qui a atteint 24,1 milliards (30,3 milliards d'euros).

### Sécu : trop d'exonérations de charges pour la Cour des comptes

Le Monde

11/09/08

(...) Dans son rapport annuel rendu mercredi 10 septembre (...) la Cour des comptes rappelle l'Etat à ses engagements de remboursement de la dette à l'égard de la Sécurité sociale. Malgré "une opération d'extinction" de 5,1 milliards d'euros à l'automne 2007, elle se monte encore à 2,8 milliards d'euros en raison des exonérations de charges sociales après l'adoption de la loi sur les heures supplémentaires d'août 2007. (...)

Malgré une amélioration des recettes, la Cour s'inquiète de la croissance continue des exonérations de charges sociales qui ne sont pas intégralement compensées par l'Etat. De 19,5 milliards d'euros en 2003, elles ont atteint 27,8 milliards d'euros en 2007 avec une prévision de 32,3 milliards d'euros pour 2008, compte tenu des effets de la loi sur les heures supplémentaires. (...)

### Privatisation de la SNCF : Air France s'empare du TGV

Le Journal du Dimanche

08/09/08

Annoncés il y a quelques mois, des nouveaux TGV vont effectivement voir le jour. Selon une information publiée lundi par **Le Parisien**, un protocole d'accord confidentiel signé fin juin entre Air France-KLM et Veolia doit donner naissance, le 15 septembre, à une société commune. Elle aura pour mission de créer de nouveaux TGV privés, dont l'objectif sera de concurrencer la SNCF, et de pallier la baisse de la fréquentation des transports aériens. **Les deux compagnies n'ont plus qu'à attendre l'ouverture des liaisons internationales à la concurrence prévue au 1er janvier 2010.**

(...) Outre l'investissement dans de nouveaux trains, il s'agit également de trouver sa place au sein du trafic, dont la gestion est dans les faits du domaine de la SNCF. En effet, malgré le Réseau ferré de France (RFF), propriétaire des voies, la SNCF exerce un monopole sur la circulation des trains. Les nouveaux opérateurs devraient donc se voir attribuer des « créneaux horaires » pour pouvoir assurer les voyages. Pour cela, le secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, doit proposer dès mercredi en conseil des ministres la création d'une autorité de régulation indépendante. (...)

Laura ADDA